



JUSTINE HAVELANGE

Journaliste et chercheuse à l'UCLouvain (texte et photos)

Où sont les femmes agricultrices ?

Les représentations médiatiques des agricultrices wallonnes sont encore trop peu nombreuses et souvent pétries de stéréotypes genrés. Les femmes composent pourtant un tiers de la main-d'œuvre agricole en Wallonie et représentent 16 % des chefs d'exploitations. *Parcours de Paysannes*, création déclinée sous forme de podcast et d'exposition, a pour ambition de donner davantage la parole aux agricultrices pour mieux faire connaître leurs parcours, leurs préoccupations et leurs revendications.

En février 2024, 1300 tracteurs occupent les rues de Bruxelles. Les agriculteurs belges et européens se mobilisent déjà depuis quelques semaines. Ce qu'ils mettent en cause ? L'accord de libre-échange UE-Mercosur. Ils dénoncent aussi l'instabilité de leurs revenus, la charge administrative, les impacts du dérèglement climatique, le manque d'accès à la terre, les épidémies qui touchent les élevages, etc. Bref, ils sont à bout. Devant les micros et les caméras, de nombreux agriculteurs parlent de leur colère et de leurs revendications. Beaucoup d'agriculteurs, mais peu d'agricultrices.

Des représentations stéréotypées

Dans le cadre de mon mémoire de fin d'études de journalisme, je me suis interrogée sur la faible représentation médiatique des agricultrices dans la couverture de ces mobilisations. J'ai analysé une centaine de reportages de journaux télévisés et d'éditions spéciales. J'ai compté le nombre de prises de parole masculines et féminines, mais aussi quels étaient les sujets et les situations dans lesquels chaque genre était présenté. Il en ressort un constat de sous-représentation des femmes et une reproduction des stéréotypes de genre : seules 20 % des prises de parole sont féminines. Les agricultrices sont donc proportionnellement moins interviewées que leurs confrères masculins et, lorsqu'elles le sont, ce sont souvent dans des reportages de type « portraits en ferme ». Les agriculteurs interviewés sont, le plus souvent, représentés dans des situations de mobilisations, dans la rue, dans des moments de revendications et dans des rôles d'experts. Cette sous-représentation des femmes dans les récits médiatiques couvrant les mobilisations a certainement plusieurs causes : leur faible présence lors des manifestations, le manque de temps et l'urgence vécue par les journalistes présent·es sur le terrain, une conception traditionnelle de la répartition genrée des rôles toujours ancrée dans la société. Ce que transmettent ces reportages, c'est l'idée que l'homme a un rôle public, dans l'espace public, qu'il sait se défendre, use d'un certain niveau de violence pour se faire entendre. Les femmes, à l'opposé, prennent soin de la ferme, du foyer. Elles restent à la maison et ne sont pas porteuses de revendications. Elles n'ont pas leur place dans la rue et n'ont pas ou peu de rôles de représentante politique.

« Pour que les femmes comptent, il faut les compter »

Cette formule utilisée dans le rapport de « l'Association française pour les Femmes dans les Médias » résume bien l'idée qu'il est nécessaire de tenir des comptes et de documenter la représentation des femmes dans les médias pour lutter contre les discriminations genrées. En Belgique, c'est le CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) qui remplit cette mission en réalisant et en publiant depuis 2011, le Baromètre de l'égalité et de la diversité dans les médias audiovisuels. En 2021 (derniers chiffres dont nous disposons), la proportion des femmes à l'écran est de 39,35 %. Si cette proportion est en augmentation depuis dix ans, il faut souligner qu'elles restent sous-représentées dans les médias par rapport à leur présence dans la société. Le baromètre du CSA étudie également les représentations des personnes racisées, en situation de handicap, des personnes appartenant à certaines catégories socioprofessionnelles ou de différentes tranches d'âges.

Être représenté·e dans les médias est important. D'abord, évoquer la diversité et l'égalité dans des médias « grand public » permet de



Juliane : « Ce matin, j'avais le sourire jusqu'aux oreilles toute la matinée parce que je me sentais bien là où j'étais. »

Mon périple commence à Watermael (Bruxelles). J'y rencontre Juliane, 25 ans, chercheuse à l'Université de Liège – Gembloux Agro-Bio Tech sur les questions de transition agroécologique des fermes. Elle n'est pas encore agricultrice, mais a suivi plusieurs formations. En même temps que la traite des brebis, elle m'a raconté l'importance d'un certain mélange entre cours pratiques et théoriques. À la Bergerie du Bercail, elle a appris la traite, le soin aux brebis, la transformation de leur lait... Ensuite, elle a suivi les cours de « techniques agricoles » dispensés par la FUGEA (Fédération unie de Groupements d'éleveurs et d'Agriculteurs) lui donnant accès à des aides à l'installation, essentielles lorsqu'un·e jeune souhaite reprendre une exploitation. Avec Juliane, nous avons abordé la question du renouvellement des générations. En effet, en Belgique, seul·e un·e agriculteur·rice sur cinq en âge de prendre sa retraite peut compter sur un·e reprenneur·se pour son exploitation. Mary Guillaume, rencontrée lors de mes entretiens exploratoires chez Terre-en-vue expliquait à ce propos : « C'est près de 10 000 fermes qui vont être à remettre dans les dix ans. Si elles ne sont pas reprises par des jeunes qui veulent poursuivre dans des structures familiales, durables ou collectives, elles s'inscriront dans l'agrandissement de modèles agro-industriels. » Pour Juliane, il est donc nécessaire de créer des vocations, d'encourager les premiers pas et la formation des jeunes (et moins jeunes) à se lancer. Créer des parcours de formation adaptés aux femmes qui souhaitent devenir agricultrices quand elles ne sont pas issues du milieu agricole est donc vital pour l'avenir de nos fermes.

Épisode 1 du podcast (voir explications p. 20).

créer des rôles-modèles. Il s'agit de figures de référence auxquelles des filles et des femmes, mais aussi des personnes issues de minorités sociales et de genres peuvent s'identifier et s'inspirer.



Zoé: «J'ai la crainte que, d'ici dix ans, il n'y ait plus d'agriculture familiale en Wallonie.»

Ensuite, j'ai rencontré Zoé, qui s'est installée dans les collines de la commune de Durbuy. Elle y a construit la Bergerie de la Croix Mouchette il y a quatre ans. Quand elle est arrivée, il n'y avait aucune infrastructure. Grâce au soutien de Terre-en-vue, elle exploite aujourd'hui une dizaine d'hectares pour élever une centaine de moutons, deux vaches et quelques poules. Grâce à une levée de fonds organisée par Terre-en-vue, Zoé peut aujourd'hui compter sur huit hectares de terres sécurisées pour s'installer. Sans leur aide, Zoé n'aurait probablement pas pu se lancer. En Belgique, seules 12 % des terres agricoles sont gérées par des femmes cheffes d'exploitation. En moyenne, elles disposent de moins de terres que leurs homologues masculins, peu importe le type d'exploitation (grandes cultures, bovins laitiers, bovins viandeux, etc.). L'accès à la terre en Belgique est donc souvent un véritable parcours de combattante. Zoé a également partagé avec moi ses inquiétudes pour l'avenir: la disparition des fermes familiales, au profit de modèle agro-industriel ayant un impact sur l'aménagement de notre territoire et le bien-être animal. Tout cela se manifestant, par exemple, par une la réduction du cheptel bovin et des prairies qui peuplent les paysages de nos campagnes ainsi que les conséquences directes et déjà ressenties du dérèglement climatique sur son métier (sécheresses, maladies dans ces troupeaux, augmentation des frais et perte de revenus...). Malgré ces inquiétudes, Zoé travaille avec un immense sourire et une fierté de ce qu'elle accomplit tous les jours.

Épisode 2 du podcast.

Montrer les femmes agricultrices dans nos médias permet à des filles et des jeunes femmes de s'identifier, de découvrir des professions dans lesquelles se projeter, des rôles sociaux, des choix de vie qui, sans ces représentations, peuvent sembler inaccessibles. Les représenter davantage pourrait donc susciter des vocations et donc augmenter leur nombre dans le monde agricole et les autres métiers techniques. Ensuite, l'existence même du baromètre réalisé par le CSA repose sur une hypothèse sociologique: «La télévision contribue à la construction de nos représentations du monde, tout autant que nos représentations alimentent les images que nous propose la télévision.» En effet, comme développé dans la recherche en sociologie des médias, les récits médiatiques que nous réceptionnons construisent l'image que nous nous faisons de la société. Ainsi, les journalistes et leurs propres visions du monde exercent une influence sur les productions médiatiques et donc sur les récits qu'ils-elles transmettent à leurs publics. Objectiver l'état de la diversité et de l'égalité dans les récits que nous construisons et la vision du monde que nous transmettons aux publics est donc essentiel.

Mettre les agricultrices à l'agenda des politiques agricoles mondiales

Si les médias ont leur rôle à jouer concernant la diversification des représentations, ils peuvent être poussés dans le dos par des institutions locales, régionales, nationales ou internationales dans cette mission. Cela tombe bien, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a proclamé 2026 «Année internationale des agricultrices». L'objectif est d'utiliser cette année comme tremplin à l'adoption de politiques et de mesures concrètes de lutte contre les obstacles et difficultés auxquels se heurtent les agricultrices dans l'ensemble des systèmes agroalimentaires. Il s'agit également de faire la promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation de toutes les femmes dans l'agriculture. En effet, selon le rapport sur la situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires, rédigé en 2023 par la FAO, les paysannes jouent un rôle fondamental au sein des systèmes agroalimentaires, sont actrices des transitions de ces systèmes et contribuent à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à l'élimination de la pauvreté. Les femmes composent tout de même un tiers de la main-d'œuvre agricole en Wallonie et représentent 16 % des chef-fes d'exploitation.

À la rencontre des agricultrices

Avec le projet *Parcours de paysannes*, j'ai souhaité m'intéresser à ces femmes dans le monde agricole, pas seulement en dressant leurs portraits, mais aussi en les interrogeant sur leurs parcours, leurs préoccupations, leurs revendications.

J'ai commencé par rencontrer des actrices du secteur qui accompagnent les agricultrices: l'Union des Agricultrices wallonnes (UAW), la coordinatrice du GT Femmes du réseau wallon PAC, Louise Legein – qui a construit pour OXFAM un rapport très complet sur la question du genre en agriculture –, la FUGEA (Fédération unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs), la FJA (Fédération des Jeunes Agriculteurs) et Terre-en-vue – un mouvement citoyen qui finance le rachat de terres agricoles devenues de plus en plus impayables à cause de la spéculation foncière pour les louer de façon durable et sûre à des agriculteur-rices à la tête d'exploitations

à taille humaine correspondant à des modèles agroécologiques. Ces entretiens m'ont permis de mieux saisir tous les enjeux qui traversent le secteur agricole wallon et plus particulièrement les embûches semées sur les parcours des agricultrices. Après ces premiers entretiens exploratoires, j'ai décidé de me concentrer sur un profil d'agricultrices très spécifique: les cheffes d'exploitation non issues du milieu agricole, autrement appelées NIMAculttrices (Non-Issues du Milieu Agricole). Celles-ci sont loin d'être représentatives de la population d'agricultrices. Celles que j'ai rencontrées ont, par exemple, toutes entre 25 et 35 ans, alors que l'âge moyen des agricultrices en Belgique est de 57 ans. J'ai choisi d'interroger des femmes proches de mon âge et de mon parcours de vie, de mes aspirations à prendre part, un jour, comme elles, à un projet paysan. Je les ai choisies pour me créer – et créer pour d'autres – des rôles-modèles, donner à voir des exemples inspirants auxquels s'identifier. Pour aller à leur rencontre et entendre leurs récits, j'ai sillonné la Wallonie en train et à vélo. Je me suis arrêtée dans leurs exploitations où nous avons pris un moment dans leur journée bien chargée pour discuter. Ces échanges enregistrés m'ont ensuite permis de tirer des fils pour illustrer les défis qui traversent le monde agricole wallon d'aujourd'hui.

Des discussions et des pistes pour se mobiliser

Ces récits ont pris la forme d'épisodes de podcast, puis d'une exposition sonore nomade. L'objectif de ces deux formats est de faire circuler ces voix et ces images dans une multitude de lieux, mais aussi d'échanger sur ces questions avec différents publics: étudiant-es, chercheur-ses, familles, agriculteur-rices et peut-être même bientôt le public scolaire. Le plus souvent, l'exposition est présentée dans le cadre d'un événement coorganisé avec différents collectifs et associations. En complément, nous organisons des tables rondes, écoute collective de podcast, arpentage, ciné-débat pour ouvrir les discussions et donner des pistes pour soutenir le monde agricole, se mobiliser en tant que citoyen-nés. Ces moments sont autant d'occasions de reconnecter avec la réalité et l'actualité du monde agricole, mais aussi d'entendre les récits de ces agricultrices, de comprendre concrètement quelles

Claire: « Au début, j'étais fâchée contre le monde. Je travaillais des heures et des heures, jusqu'à 70 heures par semaine pour ne pas dégager de revenus, alors qu'on nourrit la population, qu'on fait le métier le plus essentiel, dans un modèle que j'estime durable pour la planète, mais qui n'était pas vivable pour moi si je continuais comme ça. »

C'est dans le petit village de Barvaux-Condroz que Claire a repris une ferme de vaches laitières en 2022. Aujourd'hui, elle élève une quarantaine de vaches mixtes, ainsi qu'une dizaine de cochons, sur 30 hectares en bio. Elle transforme le lait dans une fromagerie installée sur sa ferme. Après la traite et la transformation du lait en fromage, nous avons parlé de l'inexistence de modèles d'élevages de vaches laitières gérés par des femmes. « Des femmes non issues du milieu agricole qui s'installent en exploitation de vaches laitières, je n'en connais pas à part moi », nous explique-t-elle. Ce manque d'exemples et de représentations d'agricultrices n'aide pas les jeunes à se projeter. S'identifier à d'autres parcours est particulièrement important quand on se construit socialement. Si les agricultrices sont peu représentées médiatiquement, elles le sont encore moins politiquement. Elles sont sous-représentées dans les organes de décision et les syndicats agricoles qui ne s'imposent pas de quota, à l'inverse des conseils d'administration d'entreprises publiques, par exemple. Cela a donc un impact sur les revendications prioritaires des syndicats: les préoccupations spécifiques des femmes sont moins prises en compte.

La question des conditions de travail et des revenus doit également être soulevée. En effet, le temps de travail moyen des agriculteur-rices en 2016 est de 68 heures par semaine. La même enquête relève également qu'un-e agriculteur-riche sur trois n'a pris aucun jour de vacances l'année précédant le sondage. Travailler près de 70 heures par semaine, sans vacances et en se dégageant un salaire proche du seuil de la pauvreté a été vécu par Claire comme une véritable injustice. Elle m'a expliqué comment cette colère était devenue le moteur de son investissement au sein du syndicat agricole FUGEA qui promeut une agriculture durable et viable. Elle en est maintenant la coprésidente.

Épisode 3 du podcast.



sont leurs préoccupations. Les échanges avec les publics permettent ensuite de se questionner sur les enjeux de formation, de renouvellement des générations, d'accès à la terre, des conditions de travail et de la nécessité de créer des rôles modèles pour que les jeunes puissent se projeter dans des professions aussi essentielles.

Et la suite ?

Bien consciente des limites de ce projet, je suis convaincue que d'autres travaux journalistiques, artistiques et culturels de ce type doivent pouvoir se multiplier pour représenter une plus grande diversité de profils, mais aussi pour suivre les actualités d'un secteur en constante mutation. Les médias de proximité



Barbara : « Pour moi, c'était super important qu'on soit une majorité de femmes dans le projet. D'abord parce qu'autour de nous, on a peu ou pas de modèles de fermes collectives gérées par des meufs. Ensuite parce qu'avant d'être agricultrices, on était toutes féministes et donc conscientes de la répartition genrée des tâches et des défis traditionnels de fusion de la sphère privée et professionnelle dans une ferme. »

Enfin, j'ai rencontré Barbara, 36 ans. Maraîchère depuis cinq ans, elle était installée ces trois dernières années à l'espace-test d'Anderlecht «Le début des haricots». Aujourd'hui, elle se lance en collectif avec quatre autres «NIMAculteur-rices» (Non-Issu-es du Milieu Agricole): Florence, Coraline, Chloé et Robin. Ensemble, ils-elles construisent la ferme du Grand Feu, sur des terres communales à Namur. Il y a aujourd'hui peu de recherches sur les fermes collectives et donc pas de chiffres précis concernant leur nombre sur le territoire wallon. Néanmoins, Christelle Bardoni, en charge du GT filières agricoles du Réseau Wallon PAC, estime qu'il y aurait une centaine d'exploitations qui pourraient correspondre au modèle de fermes partagées ou collectives. Les fermes partagées sont définies comme des exploitations où les agriculteur-rices ont chacun-e leur propre activité agricole. L'un-e a de l'élevage, un-e autre du maraîchage, un-e autre une boulangerie, etc. Ils-elles collaborent via des mécanismes d'entraide et de mutualisation. Par exemple, ils-elles vont avoir un magasin partagé à la ferme, s'entraider pour se remplacer les weekends ou investir dans un tracteur commun. À la Ferme du Grand Feu, ils-elles ont décidé de se constituer en coopérative. Malheureusement, ces formes d'exploitation ne correspondent pas au cadre prévu par la PAC (Politique Agricole Commune). Ils-elles ont donc fait le choix de se passer des aides à l'installation et d'organiser une grande levée de fonds citoyenne pour les financer. La coopérative, c'était aussi la structure qui correspondait le mieux à leur système de gouvernance. Lorsqu'on se lance en collectif, il faut aussi penser de nouveaux modèles de prises de décisions communes. Ils-elles se sont fait accompagner par Collectiv-a dans tout ce processus. Les fermes collectives sont des modèles émergents en Belgique, il n'y a donc pas encore beaucoup de données sur leur viabilité économique. Ces laboratoires d'innovations sociales permettent à celles et ceux qui choisissent la mutualisation de repenser le partage des charges financières, physiques et psychologiques et d'expérimenter des modèles plus durables humainement. Aujourd'hui, la Ferme du Grand Feu a réussi sa levée de fonds et est en pleine phase d'installation. Les premières haies et cultures ont été plantées. La construction des bâtiments a commencé et les premiers animaux sont arrivés.

Épisode 4 du podcast.

L'EXPOSITION ET LE PODCAST

L'exposition et le podcast seront à découvrir lors de la Petite Foire Paysanne les 25 et 26 juillet sur le site agro-écologique de Roiveau à Tournay (Neufchâteau) <https://www.lemap.be/la-petite-foire-les-editions/la-petite-foire/>

En collaboration avec l'Union des agricultrices wallonnes, l'exposition sera également installée en partie lors de la Foire de Libramont du 24 au 27 juillet.

Vous pourrez également la découvrir lors de la première édition du BAF Camp (*Belgium activism Festi-Camp*) du 20 au 23 août dans les jardins du Moulin de Grupont <https://belgian-activism-festi-camp.be/fr/>

Vous pouvez également écouter le podcast *Parcours de Paysannes* sur Spotify.

peuvent jouer ce rôle de mise en récit de ces parcours singuliers. Si le rôle des médias de proximité est essentiel pour mettre ces problématiques en lumière, il faut souligner qu'ils sont eux-mêmes fragilisés. Cette année, j'ai eu l'occasion de participer à une recherche sur les besoins et attentes des publics concernant leurs médias de proximité. Dans un contexte de fusion des groupes de presse, de pressions économiques et politiques sur les télévisions locales, de licenciements et de précarisation de la profession, les lecteur-rices et téléspectateur-rices n'ont eu de cesse de réaffirmer leur attachement aux médias de proximité. Les entretiens de groupes animés dans les provinces de Namur et Luxembourg ont été des opportunités de construire avec les lecteur-rices des pistes pour créer un journal de proximité idéal. Véritable vecteur de lien social, les médias locaux, mais aussi, associations de quartier, collectifs citoyens, lieux culturels constituent un maillage essentiel à la vie démocratique locale. Ceux-ci nous éclairent sur des problématiques qui touchent toute notre société: le renouvellement des générations d'agriculteur-rices, l'aménagement de nos territoires, notre souveraineté alimentaire, la qualité de l'eau que nous buvons et de l'air que nous respirons. Ces acteurs-rices nous permettent de prendre conscience de ces grandes questions et de nous mettre en mouvement collectivement pour décider ensemble de nos politiques agroalimentaires.